

[Traduction]

M. l'Orateur: Je ne suis pas sûr que la question du député soit recevable. Il fait allusion aux prérogatives royales et je doute, à cause de certains précédents, qu'il puisse poser la question dans sa forme actuelle. Le député donnera peut-être à la présidence quelques instants pour y réfléchir.

[Français]

L'hon. M. Asselin: Monsieur l'Orateur, étant donné que ma question antérieure n'était pas recevable, je vais la poser en d'autres termes.

Eu égard à l'augmentation considérable du crime, tant au Québec qu'à travers le reste du Canada, le ministre a-t-il l'intention de présenter bientôt à la Chambre un projet de loi visant à remettre la peine de mort en vigueur pour tous ceux qui sont trouvés coupables de meurtre qualifié, mesure qui, à mon sens, s'impose à l'heure actuelle?

[Traduction]

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, nous revisons constamment les données statistiques, cela va sans dire. A l'heure actuelle, je ne crois pas qu'elles nous permettent de conclure dans un sens ni dans l'autre.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET AMÉRICAIN D'ESSAIS NUCLÉAIRES

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu l'intention avouée des États-Unis d'entreprendre dans le Pacifique nord une expérience nucléaire souterraine six fois plus puissante que celle de l'an dernier, le ministre peut-il nous dire quelle attitude adopte le Canada devant les graves risques d'une telle situation?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): J'ai répondu à une question analogue il y a quelques semaines. Je signale brièvement que les États-Unis examinent actuellement les résultats de la dernière expérience. S'il doit y en avoir une autre, ce ne sera pas avant deux ans et si nous jugeons alors souhaitable que ce pays revienne sur sa décision, nous le lui demanderons.

COMPENSATION POUR LES BASES MILITAIRES CANADIENNES EN FRANCE

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

[L'hon. M. Asselin.]

Peut-il nous dire s'il a reçu une réponse du gouvernement de la France au sujet de la réclamation de 10 millions du gouvernement canadien, à la suite du retrait des bases militaires des forces de l'OTAN cantonnées en France?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur; comme nous avons perdu nos investissements en France par suite de notre déménagement en Allemagne, nous avons, comme d'autres pays, présenté une réclamation à la France, distincte il va sans dire de celles de l'ensemble de l'OTAN.

[Français]

M. Rondeau: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le gouvernement a-t-il l'intention de ne plus tenir compte de cette dette de la France, ou de lui rafraîchir la mémoire à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Je ne crois pas nécessaire de rappeler notre demande au gouvernement français. Il en a pris note et suis sûr qu'il s'en occupera convenablement.

LES TRANSPORTS AÉRIENS

TRENTON (N.-É.)—L'ABANDON DES SERVICES DE L'EASTERN PROVINCIAL AIRWAYS

M. H. Russell MacEwan (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné l'importance des services aériens pour la région, le ministre voudrait-il nous dire si le gouvernement de la Nouvelle-Écosse lui a demandé que l'appel concernant la demande de l'Eastern Provincial Airways d'abandonner ses services à Trenton, en Nouvelle-Écosse, soit entendu par le Gouverneur en conseil.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse m'en a fait part. A mon avis, on ne peut en appeler d'un arrêt de ce genre au ministre ou au Gouverneur en conseil. Cependant, pour tenter de résoudre le problème, j'ai organisé des réunions dans la localité voisine d'Antigonish ainsi que dans la région pour discuter des autres emplacements possibles. Telle est notre politique actuelle.

M. MacEwan: En examinant ces possibilités, le ministre envisagerait-il de maintenir l'aide gouvernementale à l'aéroport de Trenton?

L'hon. M. Jamieson: Oui, monsieur l'Orateur.